

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Long, David E., *The United States and Saudi Arabia : Ambivalent Allies*. Boulder and London, Westview Press, 1985, 173 p.

par Gabi Jarjour

*Études internationales*, vol. 18, n° 3, 1987, p. 695-697.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702240ar>

DOI: 10.7202/702240ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

Et de même le Japon devrait éliminer son surplus épargne-investissement intérieur; par exemple il pourrait stimuler la construction de logements et d'autre infrastructure sociale « que la plupart des Japonais jugent cruellement insuffisants » (p. 133).

La force motrice immédiate de la balance commerciale japonaise-américaine serait le taux de change. L'afflux de capitaux faisait monter le dollar, surévalué vis-à-vis du yen de plus de 20 % en 1984; en augmentant donc les importations américaines en provenance du Japon (moins chères en dollars) et en réduisant les exportations (plus chères en yens) le taux de change entre dans la logique des comptes nationaux. De même, et toujours sur le plan immédiat, une dépréciation « réelle » de 10 % vis-à-vis du yen améliorerait de plus de \$8 milliards la balance bilatérale américaine (p. 123). (Une dépréciation du dollar est « réelle » à mesure qu'elle n'est pas contrebalancée par une hausse relative des prix américains.)

Le taux de change peut varier selon « les sentiments du marché ». Si le dollar baisse, les États-Unis, le Japon et les pays européens principaux pourront encourager la correction en intervenant de concert contre le dollar: « vent arrière » (pp. 133-134). (C'est peut-être concéder la nature un peu insaisissable de certains équilibres et déséquilibres.)

Dès février 1986, on le sait, le dollar a atteint et puis enfoncé le palier de 190 yens. Mais, d'après Bergsten et Cline, « même si, à la fin de 1985, le déséquilibre yen-dollar est complètement corrigé, l'amélioration de la balance commerciale ne sera considérable que vers la fin de 1986 ou en 1987 » (p. 126). Vers la fin de 1986 le volume des exportations japonaises est en baisse, au Japon la morosité s'est emparée des milieux financiers et on parle de 3,5 % de chômage, mais l'excédent commercial global est toujours prodigieux, et à Tokyo on craindrait le protectionnisme du Sénat américain démocrate. Aux États-Unis la General Motors Corporation fermerait onze usines, ce qui ne renforcera pas les partisans du libre-échange. Le Japon, lui, se serait décidé à continuer la protection de ses charbonnages, notoirement non économiques.

Du sommet australien du triangle (ou polygone) commercial, où les marchés japonais – surtout celui du charbon – sont tellement critiques, la perspective n'est guère agréable. Puissent les efforts japonais-américains réussir – je cite la phrase finale du dernier chapitre de *The United States-Japan Economic Problem* – « à empêcher le dérèglement, à conséquences peut-être si funestes, de l'économie mondiale et des relations générales au Pacifique ».

Frank DAVIDSON

*Département d'économie  
La Trobe University, Melbourne, Australie*

LONG, David E., *The United States and Saudi Arabia: Ambivalent Allies*. Boulder and London, Westview Press, 1985, 173p.

Voici un ouvrage très intéressant traitant des relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite. David Long analyse l'ambivalence qui marque les relations entre les deux pays sous quatre aspects différents: pétrolier, militaire, économique et commercial, et enfin politique.

L'auteur nous rappelle en premier lieu que bien avant la Deuxième Guerre mondiale, c'est par le pétrole que l'Amérique fit son entrée au Moyen-Orient arabe, tout d'abord en Iraq en ayant des intérêts dans l'Iraq Petroleum Company, puis à Bahrein et enfin en Arabie Saoudite en 1933.

Au cours de la période 1933-1973, la politique saoudienne tournait autour de deux axes: un besoin croissant de liquidité et la nécessité d'assurer la sécurité du Royaume face aux menaces extérieures. En effet, la grande dépression de 1929 entraîna une baisse du nombre des pèlerins, unique source de revenus pour le Royaume; et pour pouvoir subvenir à ses besoins de liquidité, le roi Abdulaziz accepta d'accorder, et ce pour la première fois, une concession pétrolière à une compagnie étrangère.

Les relations pétrolières ne furent pas toujours au beau fixe. L'auteur passe ici en revue les principaux conflits entre le gouver-

nement saoudien et l'ARAMCO le premier ayant porté sur le partage 50% des profits qui se régla en faveur du Royaume. En fait, le gouvernement américain autorisa, et ce pour des raisons stratégiques, l'ARAMCO à transférer la taxe payée au Trésor américain au trésor du Royaume d'Arabie.

Le second conflit naquit de l'Accord Arabie-Onassis: En avril 1950, le Gouvernement saoudien, dans le but d'accroître ses revenus, accorda à Onassis le quasi-monopole du transport du pétrole produit par l'ARAMCO. Cet accord suscita une réaction violente de la part de l'ARAMCO qui avait le monopole non seulement de l'exploration et de la production du pétrole mais également de son transport et de sa commercialisation. L'arbitrage international trancha en faveur de l'ARAMCO.

La réduction des prix postes par les grandes compagnies pétrolières en 1959 fut une troisième source de conflit. En réaction contre cette décision, l'Arabie Saoudite accepta de se joindre aux efforts du Venezuela pour former l'OPEP en septembre 1960. Le quatrième conflit fut l'embargo pétrolier contre l'Amérique en octobre 1973. C'est dans ce contexte déjà tendu que se produisit le cinquième conflit lorsque le gouvernement saoudien décida de plafonner la production pétrolière en avril 1979. On peut se demander pourquoi l'Arabie avait décidé de prendre une telle mesure alors que la production frôlait les 10 millions de barrils par jour!

L'auteur propose deux interprétations, la première étant de nature politique. Il semble que les Saoudiens n'auraient guère apprécié les Accords de Paix de Camp David signés entre l'Égypte et Israël sous les auspices des États-Unis. La seconde interprétation, d'ordre technique, invoque l'objectif de la conservation des gisements.

En fait, quelle que soit la raison, l'auteur conclut que les pressions américaines destinées à convaincre le Royaume d'accroître sa capacité de production échouèrent.

L'auteur analyse en second lieu le développement des relations militaires de 1943 à 1982. De ce chapitre, nous avons relevé les points suivants: À prime abord, le souci de

défendre le Royaume contre les menaces extérieures en se dotant d'une armée régulière et moderne s'avère une constante de la politique militaire saoudienne. Le Royaume a dû faire face tout d'abord aux royaumes hachémites en Jordanie et en Irak et puis à l'apparition du nassérisme et à la guerre du Yemen, aux mouvements de gauche, au régime marxisant au Yemen du Sud, à la renaissance des mouvements fondamentalistes islamiques en Iran, et à la guerre entre l'Iraq et l'Iran. Toutefois les Saoudiens voient dans le conflit arabo-israélien une menace principale et permanente pour la stabilité du Moyen-Orient.

Enfin, malgré le développement des ventes militaires, financées essentiellement par les pétrodollars, celles-ci furent à l'origine d'une attitude de la part des États-Unis. Cette ambiguïté se traduisit par les longs débats devant le Congrès pour autoriser les ventes d'armes modernes et sophistiquées à l'Arabie Saoudite, pourtant considérée comme un allié. Selon l'auteur, le lobby juif au Congrès ne voyait pas d'un bon oeil l'acquisition par l'Arabie Saoudite de la technologie militaire américaine avancée.

Grâce à l'afflux des revenus pétroliers, l'Arabie Saoudite devint une puissance financière internationale. Contrairement à ce que l'on craignait, elle adopta une politique très conservatrice dans l'utilisation de ses excédents financiers. Les relations commerciales avec l'Amérique connurent un essor au lendemain du quadruplement du prix du pétrole en 1973; l'administration américaine, soucieuse de recycler ces pétrodollars, respecta deux principes: la confidentialité et la non-discrimination.

Cependant, la politique commerciale des États-Unis envers l'Arabie Saoudite fit preuve d'ambivalence. D'une part, l'Administration américaine prenait des mesures pour équilibrer la balance extérieure et recycler les pétrodollars en promouvant leurs exportations vers ce pays; d'autre part, le Congrès américain de son côté, à l'initiative du lobby juif, légiférait pour entraver le commerce avec les pays du Moyen-Orient arabe, notamment l'Arabie Saoudite (*Anti-Boycott Law, US Tax Disentitlements, the Foreign Corrupt Practices*).

En dépit de cette ambivalence, les États-Unis ont habilement réussi à recycler une grande partie des pétrodollars du Royaume soit sous forme d'exportations de biens et services civils et militaires, soit sous forme de placements en bons du trésor américain.

Au chapitre des relations politiques, les États-Unis reconnurent le Royaume en 1931 mais il faudra attendre dix ans avant qu'une légation avec un résident chargé d'affaires soit ouverte à Djeddah.

L'auteur fait allusion à la rencontre en mer Rouge entre le président Roosevelt et le roi Abdulaziz en février 1945.

David Long analyse l'évolution des relations politiques sous les règnes successifs des rois Saoud, Fayçal et Khaled, où le prince héritier Fahd joua un rôle crucial. Il nous rappelle les péripéties du Pacte de Bagdad puis la doctrine Eisenhower et les tensions générées dans l'Orient arabe. Selon l'auteur, les Américains voulaient contrebalancer le pouvoir de Nasser en consolidant les régimes saoudien et jordanien.

La défaite militaire de juin 1967 mit fin à l'influence de Nasser et l'émergence de la puissance discrète mais efficace du roi Fayçal. Après 1978, les relations politiques sont rentrées dans l'ambivalence en raison principalement de quatre crises : La chute du Chah et la montée des mouvements fondamentalistes, les escarmouches entre les deux Yemen, l'intervention soviétique en Afghanistan, la guerre Iraq-Iran et le non-endorsement par Riyad des Accords de Paix de Camp David.

En ce qui concerne le conflit du Moyen-Orient, l'auteur estime que Riyad a toujours voulu jouer un rôle passif dans ce conflit, se limitant au rôle de pourvoyeur de fonds ; mais au lendemain de la guerre d'Octobre 1973, l'afflux des revenus pétroliers plaça l'Arabie Saoudite au coeur du conflit. Le 7 août 1981, le prince héritier Fahd proposa son fameux plan de paix, conçu comme une alternative aux Accords de Camp David. C'était la première fois que la diplomatie saoudienne s'engageait aussi loin dans la recherche d'une solution pacifique au conflit arabo-israélien.

David Long conclut son ouvrage en insistant sur le fait que les deux pays ont tous les deux entretenu un certain degré d'ambivalence dans leurs relations mutuelles ; il expose ainsi au fil des pages les motifs de cet état de fait ; selon lui, l'ambivalence américaine est l'expression de la position d'une grande puissance ayant des intérêts politiques et stratégiques.

Le pétrole constitue également un facteur explicatif de ce phénomène. En effet comment concilier les intérêts d'un grand importateur de pétrole et ceux d'un grand exportateur. Par contre, l'ambivalence saoudienne provient du fait qu'une petite puissance cherche à établir des relations équilibrées avec une grande puissance. On conçoit bien à quel point il est difficile de concilier ses intérêts et sa position au sein du monde arabe et islamique avec ceux de l'Amérique. Toutefois, en dépit des ambivalences, les deux pays ont toujours tablé sur la communauté de leurs intérêts stratégiques à long terme.

Gabi JARJOUR

*Research Institute  
Dharân, Arabie Saoudite*

PREEG, Ernest H. (Ed.), *Hard Bargaining Ahead: U.S. Trade Policy and Developing Countries*. New Brunswick (USA)-Oxford (UK). Transaction Books, Coll. « U.S.-Third World Policy Perspectives », n° 4, of the Overseas Development Council, 1985, 237p.

Le recueil présenté par Ernest H. Preeg est composé de huit textes majeurs rédigés par divers auteurs, une préface de John W. Sewell, et une annexe statistique à la fin. Les auteurs sont soit des fonctionnaires des États-Unis (comme M. Preeg lui-même), soit des membres d'organisations internationales, soit des professeurs américains d'université. Les textes sont accompagnés de courts commentaires, signés par d'autres spécialistes des relations internationales.

L'ouvrage porte sur les conflits commerciaux qui, en nombre croissant, enveniment